



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

- 9 AOUT 2018

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPEI/AC

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société FOT IMPRIMEURS dans son établissement situé ZAC de Satolas Green à PUSIGNAN ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 mai 2017 mettant en demeure la société FOT Imprimeurs de respecter les dispositions de l'article 6, paragraphe 2, de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 modifié susvisé ;

VU le rapport du 12 juillet 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 18 juillet 2018 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux le 29 juin 2018 a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société FOT IMPRIMEURS respecte les dispositions relatives aux émissions sonores en zone à émergence réglementée prévues par l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 modifié ;

CONSIDERANT que même si l'exploitant respecte l'arrêté de mise en demeure du 19 mai 2017 précité, ce dernier n'a pas :

- installé de paratonnerre de niveau IV au droit de la zone 2 (stockage de matières premières) ainsi que de parefoudres au droit du TGBT feuille, des machines d'impression et de l'armoire sprinkler et façonnage et n'est dès lors pas protégé contre le risque foudre, (paragraphe 2.4 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 et dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010),

- présenté de plan de gestion de solvants alors que la consommation annuelle est supérieure à 2t/an (paragraphe 1.6 et 2.1.2 des articles 2 et 9 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009) ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de demander à la société FOT Imprimeurs de se conformer aux dispositions précitées et de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société FOT IMPRIMEURS, ZAC de Satolas Green à PUSIGNAN, est mise en demeure :

- de respecter les dispositions des paragraphes 2.4 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 et les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, **avant le 31 décembre 2019**,
- de respecter les dispositions des paragraphes 1.6 et 2.1.2 des articles 2 et 9 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009, **avant le 31 mars 2019**.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de PUSIGNAN,
- à l'exploitant.

Lyon, le

- 9 AOUT 2018

Le Préfet,

Pour le préfet,
le sous-préfet, chargé de mission

Michèle CHEVRIER